

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Méditerranée

Rue Antoine Becquerel
11785 NARBONNE

Références :
Code AIOT : 0006603985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV Méditerranée implanté Lieu-dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 SALINDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient suite à de nouvelles plaintes au sujet des odeurs mais aussi des envois de déchets.

Par ailleurs, le délai prévu par l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2021-35 du 9 août 2021 modifié par l'arrêté préfectoral n°2021-54 du 30 novembre 2021 étant échu, une inspection afin de constater l'application de cet arrêté est nécessaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Méditerranée
- Lieu-dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006603985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social et la direction générale sont situés : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX- est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du

23 novembre 2009, à exploiter l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, et mise en service fin 2012.

Les installations sont implantées dans une zone industrielle, à environ 1 km à l'ouest du centre-ville de Salindres. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud-ouest du site, au lieu-dit « le Valat d'Arias ». Les principaux autres sites industriels potentiellement émetteurs d'odeurs implantés à proximité du site, sont localisés entre NEOVAL et la ville de Salindres : il s'agit du centre de compostage de boues de stations d'épuration exploité par VEOLIA, de l'industrie de fabrication d'engrais BIOS et de la plate-forme chimique avec AXENS et RHODIA.

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10 959 m² comprenant :

- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri et affinage,
- 7 tunnels de fermentation,
- 11 tunnels de maturation,
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules,
- un portique de détection de radio-activité,
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau,
- un bassin de rétention des eaux de toiture (B1),
- un bassin de rétention des eaux de voirie,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie,
- des voies de circulation et parcs de stationnement,
- des espaces verts.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le tri des déchets par procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique ;
- le compostage de la fraction organique par fermentation, maturation et affinage ;
- le stockage du compost.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Odeurs
- Envois de déchets
- Bassins de collecte des eaux pluviales
- Qualité du compost

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 09/08/2021, article Art.1	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Envois déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.1.3	/	Proposition d'arrêté complémentaire
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.1.3 et Art. 4.1	/	Proposition d'arrêté complémentaire
3	Compost	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.3.1	/	Sans objet
5	Qualité du compost	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art.2.4.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que la conception du système de traitement des odeurs ait été revue en 2013, et alors que ce système apparaît suffisamment entretenu et que les valeurs des niveaux d'odeurs mesurées sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation, des plaintes relatives aux nuisances olfactives sont à nouveau formulées. Il convient donc de mettre à jour le volet odeurs de l'étude d'impact et de mener une étude technico-économique afin d'explorer des solutions concrètes d'amélioration de la situation.

De plus, des mesures afin d'empêcher l'envois de déchets depuis les bennes des camions doivent être prises et actées.

C'est pour ces deux raisons qu'un projet d'arrêté complémentaire prescrivant cette étude technico-économique et ces mesures est joint au présent rapport.

Par ailleurs, la réfection du bassin de rétention des eaux pluviales n'a pas encore été réalisée. Cette réfection devait intervenir avant la fin du délai prescrit par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-35 du 9 août 2021, soit avant le 9 août 2022. Il est nécessaire de sanctionner l'exploitant pour non-respect d'un arrêté de mise en demeure. Un projet d'astreinte administrative est joint au présent rapport.

De plus, cette infraction est délictuelle et sera portée à la connaissance de monsieur le procureur de la République.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Envois déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Envois déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 2.1.3 Prévention des nuisances et des risques L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols. L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et autres matières en mettant en place si nécessaire des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockages situés en extérieur.
Constats : Les maires de communes voisines se sont plaints d'envois de déchets lors des passages des camions apporteurs du site. Un rappel des consignes de bâchage des camions a été fait aux chauffeurs SUEZ lors d'une causerie. Une réunion a été organisée par le SMIRITOM pour sensibiliser les transporteurs sur cette problématique et une lettre de rappel a été envoyée par le président du SMIRITOM aux transporteurs leur précisant que le ramassage des envois aux alentours du site leur sera facturé. Lors des différentes inspections réalisées, il n'a jamais été constaté des camions arrivants pleins et non-bâchés. Cependant, il est probable que des restes de chargement restent présents dans les bennes vides après déchargement. Une consigne de bâchage même à vide doit être rappelée auprès des transporteurs par l'exploitant. Il apparaît cependant nécessaire de préciser cette nécessité dans l'arrêté préfectoral réglementant l'activité du site, c'est pourquoi un arrêté complémentaire est proposé à monsieur le sous-préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.1.3 et Art. 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 2.1.3 L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols.</p> <p>Art. 4.1 Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p> <p>Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz. Dans le cas de sources potentielles d'odeurs de grande surface non confinées (bassin de rétention des eaux ...), celles-ci sont implantées et exploitées de manière à minimiser la gêne pour le voisinage.</p> <p>Constats : Le redimensionnement du système de traitement des odeurs a été réalisé en 2013 et l'arrêté préfectoral n°2014-32 du 5 novembre 2014 a modifié en conséquence les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2009. Depuis cette modification, les mesures réglementaires du niveau d'odeurs prescrites par l'arrêté sont conformes. Le suivi de l'année 2022 réalisé par GINGER BURGEAP est présenté (CACISE220611 / RACISE04879-02) :</p> <p>Les résultats issus de cette campagne, réalisée le 22 juillet 2022, ont mis en évidence que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La concentration et le débit d'odeurs en sortie de l'unité de désodorisation sont inférieurs aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral ; • Les concentrations en NH3 et H2S déterminées en sortie de l'unité de désodorisation respectent les concentrations limites fixées par l'arrêté préfectoral ; • Lors des mesures, les concentrations mesurées en amont de la tour de lavage acide pour l'ensemble des paramètres étaient particulièrement faibles conduisant à un rendement d'abattement du système limité mais avec des niveaux en sortie satisfaisants ; • La vitesse d'éjection mesurée au niveau de la cheminée de sortie des biofiltres était non-conforme à la valeur préconisée dans l'arrêté préfectoral de l'installation. Une nouvelle mesure réalisée en octobre 2022 a vérifié cette fois la conformité de la vitesse d'éjection au niveau de ce rejet. <p>Par ailleurs, il est constaté que le système de traitement des odeurs est entretenu suivant les règles de l'art :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacement d'un tiers du biofiltre chaque année, - le lavage des tours de traitement (eau et acide) chaque année. Le contrat de nettoyage avec la société Alliance environnement est présenté (Contrat n° AE_220010_SUEZ RV MEDITERRANEE_SITE NEOVAL_SALINDRES) - l'entretien du système de ventilation a été réalisé par l'entreprise Ferrat (bon de commande n°B0201001177) - l'hydrométrie et la température du biofiltre sont contrôlées chaque semaine. Le suivi des 6 derniers mois est présenté à l'inspection. <p>Par ailleurs, il a été contrôlé en différents points que le bâtiment est bien en dépression par le BE Olentcia.</p> <p>Ainsi, le système de traitement des odeurs apparaît donc comme répondant à ce pourquoi il a été conçu et entretenu convenablement.</p> <p>Cependant, depuis plusieurs années, le site est désigné par des plaintes du voisinage proche et des communes environnantes comme étant la source de nuisances olfactives. Depuis 2020, Atmo Occitanie a mis à disposition de tous les riverains l'application mobile ODO</p>

<p>Salindres. Il ressort de l'analyse des signalements effectués sur cette application que l'odeur de déchets ménagers est la plus représentée dans le secteur.</p> <p>Par ailleurs, Alès Agglomération a fait réaliser une étude nommée "Analyse de la problématique des odeurs sur la zone Synerpole à Salindres" sur le premier semestre 2022. Il en ressort que le site de SUEZ RV Méditerranée fait partie des 2 entreprises les plus émettrices d'odeurs d'après le BE missionné.</p> <p>Compte tenu des investissements déjà réalisés par l'exploitant pour le traitement des odeurs et les améliorations attendues en termes de réduction des émissions olfactives, une étude technico-économique assortie d'une mise à jour du volet odeurs de l'étude d'impact apparaît nécessaire. Cette étude est à mener par l'exploitant afin d'évaluer l'efficacité de différentes solutions techniques au regard du coût engendré pour réduire les nuisances perçues par le voisinage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Compost

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art. 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité du compost
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets entrants sont soumis aux opérations suivantes : un déchargement sur l'aire de réception, une reprise au grappin criblage dans un trommel à 2 mailles (80 - 200 mm) équipé de couteaux pour l'ouverture des sacs, un tri manuel et un déferrailage par overband tribalistique trioptique, une fermentation et maturation, un criblage du compost dans un trommel à 2 mailles (12 - 40 mm) et un tri densimétrique.</p>
<p>Constats : Suite à un signalement fait par la DDTM30 et l'OFB à propos d'un stockage de compost dont l'apparence n'est pas conforme à l'attendu sur une parcelle agricole de la commune de Fontarèches, il a été constaté par l'inspection qu'en effet ce compost (qui a été transféré sur une plateforme de transit de déchets verts régulièrement en fonctionnement sur la commune de Beaucaire) comporte une proportion importante d'éléments plastiques dont la taille est supérieure à 40 mm.</p> <p>L'exploitant agricole et le distributeur ont présenté à l'inspection les justificatifs de conformité à la norme NFU 44-051 mais signalent également qu'ils sont étonnés par le changement de qualité du produit depuis environ 6 mois.</p> <p>Lors de la précédente inspection, le représentant de l'exploitant a indiqué que les grilles du crible n'ont pas été changées depuis l'origine de l'installation à savoir 10 ans. Il a précisé que 10 grilles sur 27 ont été changées la semaine dernière et que les 17 autres seront changées la semaine suivante.</p> <p>Depuis cette inspection, la totalité des grilles du cribles ont été changées et le compost sortant du crible le jour de l'inspection présente aspect "normal".</p> <p>Le compost de Beaucaire devant faire l'objet d'un nouveau criblage et d'une nouvelle analyse afin de s'assurer qu'il est bien conforme à la norme NFU 44-051 et ainsi confirmer son innocuité pour l'environnement, l'exploitant déclare lors de l'inspection qu'il va l'éliminer en centre de stockage de déchets pour des raisons économiques.</p>
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs d'élimination.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2021, article article Art.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état bassin pluviale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine Bequerel - 11782 NARBONNE CEDEX est mise en demeure, pour son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée I NEOVAL J, située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 12 mois à compter de la notification de présent arrêté, de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, en réalisant les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures de manière à rétablir son étanchéité et sa capacité de rétention de 1100 m³ selon les éléments du porter à connaissance déposé le 21 mars 2019 ; • sous un délai de 6 mois à compter de la notification de présent arrêté, de justifier du lancement des travaux par la fourniture d'un document attestant d'une commande passée auprès d'une entreprise de son choix ; <p>Constats : Les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures ne sont pas réalisés. Ce constat a déjà été établi lors des inspections précédentes de 2012, 2015, 2018, 2021 et 2022. Des désordres affectent le bassin d'eaux pluviales de toitures, qui présente des défauts d'étanchéité de la géomembrane sous-jacente et une mise en charge en l'absence de pluies récentes, limitant ainsi sa capacité de rétention en cas d'événement pluvieux important. L'exploitant n'a pas justifié, à la date de la visite d'inspection, du lancement des travaux par la fourniture d'un document attestant d'une commande passée auprès d'une entreprise de son choix mais il précise que le montant prévisionnel des travaux est de 950 000€.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2021-35 du 9 août 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Qualité du compost

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article Art.2.4.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité du compost
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.
Constats : Visite d'inspection du 24/05/2022 Observation n°1 : Une réflexion au sujet du mode opératoire est à réaliser afin de s'assurer que des éléments grossiers du flux de refus de tri transitant par les tunnels de fermentation ne puissent être retrouvés dans le compost au moment de la fermentation ou de l'expédition. L'inspection demande à ce que cette réflexion lui soit prochainement présentée. Observation n°2 : Une procédure écrite relative au nettoyage régulier de cette partie de l'usine doit être produite par l'exploitant ainsi que la traçabilité de la communication de celle-ci à l'ensemble des personnels y compris intérimaires. Une procédure a été écrite et transmise à l'inspection. Une sensibilisation du personnel a été réalisée.
Observations : La réflexion au sujet du mode opératoire n'a pas été réalisée afin de s'assurer que des éléments grossiers du flux de refus de tri transitant par les tunnels de fermentation ne puissent être retrouvés dans le compost au moment de la fermentation ou de l'expédition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet